

## **L'historien devant la vie : Charles A. Beard et les procès de Moscou.**

*CLT, Numéro 19, septembre 1984.*

Charles Austin Beard (1874-1948) est sans doute l'un des plus grands, sinon le plus grand, des historiens américains du XXe siècle, dont l'empreinte est aujourd'hui encore visible sur bien des travaux de grande qualité. Né dans l'Indiana, il étudia notamment à Oxford, où il fut l'un des fondateurs de *Ruskin College*, le premier établissement supérieur dans le monde consacré au mouvement ouvrier et ouvert aux ouvriers. Il enseigna ensuite la science politique à l'Université Columbia de New York de 1907 à 1917, puis démissionna, abandonnant l'enseignement pour se consacrer à la recherche et à des livres dont il pressentait l'importance.

Son œuvre gigantesque (plus de cinquante ouvrages consacrés à la politique et à l'histoire contemporaine) est un plaidoyer pour ce qu'on peut maintenant appeler franchement une conception matérialiste de l'Histoire, mettant l'accent sur le rôle de l'infrastructure économique et sur les déterminismes sociaux dans les phénomènes politiques. C'est là le thème central du premier de ses grands ouvrages, *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States* (1913), dans laquelle, allant « aux sources », il démontre, documents à l'appui, que la Constitution américaine a été portée sur les fonts baptismaux par les groupes de marchands, financiers et manufacturiers qui ont su imposer leurs intérêts particuliers au « peuple » des petits paysans et fermiers. C'est la même méthode qu'il a appliquée pour son grand ouvrage intitulé *The Economic Origins of Jeffersonian Democracy*, publié en 1915. C'est avec sa femme, Mary, qu'il a écrit son ouvrage le plus fameux, *The Rise of American Civilization*, en quatre volumes, à partir de 1927, une véritable « restauration » de l'histoire des Etats-Unis qui reprend son vrai visage de lutte acharnée du capitalisme industriel pour s'imposer contre toutes les embûches et entraves, l'épopée d'une classe. Sans tomber dans le mécanisme, il remet à leur juste place les facteurs économiques et sociaux et donne à la politique sa véritable dimension. Ses ouvrages ultérieurs, plus « contemporains » dans leur champ d'étude, *The Idea of National Interest* (1934) et *American Foreign Policy in the Making 1932-1940* (1946) sont l'application à l'histoire contemporaine de la thèse selon laquelle les facteurs économiques sont déterminants. En 1948 enfin, l'ouvrage aussi célèbre qu'oublié *President Roosevelt and the Coming of the War*, réquisitoire contre un Président pour lequel tous les moyens étaient bons pour précipiter son pays dans une guerre qu'il jugeait nécessaire, au premier chef d'ailleurs pour des raisons économiques, est peut-être le titre de gloire le plus éminent de l'historien, mais aussi la cause de sa descente aux enfers : ce grand historien, qui est le père de l'histoire « révisionniste » (non-conformiste) américaine de la seconde guerre mondiale, sent incontestablement le soufre au nez de l'establishment et ne bénéficie pas du prestige que devraient normalement lui valoir la qualité et l'importance de ses travaux.

La personnalité de Beard, libéral lié au mouvement ouvrier, sa réputation d'honnêteté et d'incorruptibilité, la qualité éminente de ses travaux historiques, tout concourait pour faire du grand historien le pilier d'une commission d'enquête sur les procès de Moscou, à laquelle il aurait apporté le poids de son autorité, de son expérience, de sa technique d'enquête et de sa capacité à la généralisation et à la synthèse. Tel était l'avis des camarades de Trotsky qui s'occupèrent de constituer la commission et qui écrivirent dans les tout premiers le nom de Charles Beard sur la liste des personnes à solliciter. Or Charles Beard refusa de participer à la commission d'enquête. Au regard d'une décision aussi surprenante, eu égard à la personnalité de l'homme, nous avons cru devoir pousser un peu notre enquête afin de comprendre les raisons de son refus.

Relevons d'abord que la majorité des intellectuels qui ont pris part aux travaux de la commission étaient déjà auparavant membres, ou au moins sympathisants, du comité de défense de Léon Trotsky, mais que tel n'était pas le cas de Charles Beard. Contacté au mois de septembre 1936 — à l'époque où Trotsky,

interné en Norvège, était privé de tout moyen de se défendre contre les monstrueuses accusations des assassins de ses amis et compagnons, le grand historien se dérobait au moyen d'une excuse bien connue, mais d'usage évidemment quotidien contre les gêneurs, selon laquelle il s'en tenait à la règle simple de ne jamais signer, afin de préserver un peu de temps pour son travail.

La réponse fut sans doute acceptée et tenue pour acceptable, puisque les gens du comité ne revinrent pas à la charge et tinrent Beard quitte pour son refus. Au moment de la constitution de la commission d'enquête cependant, George Novack s'adressa de nouveau à lui pour le solliciter d'accepter de siéger dans cet organisme. Il obtint une réponse surprenante à bien des égards.

Charles Beard en effet déclarait avoir étudié de très près les documents essentiels et notamment les documents du procès Zinoviev, compte rendu officiel compris, et être arrivé, sur cette base, à des conclusions qui justifiaient son refus. Premièrement, il constatait qu'il n'y avait pas contre Trotsky de preuves, mais seulement des aveux sans preuves, ne pouvant donc être tenus pour décisifs : les accusations n'étaient pas prouvées. Il ajoutait que Trotsky devait en outre être tenu, et que, lui, en tout cas, le tenait pour innocent des accusations portées contre lui, jusqu'à nouvel ordre, c'est-à-dire d'éventuelles preuves. Dans une troisième conclusion, plus surprenante, il soulignait l'impossibilité pour Trotsky de prouver « *le négatif* », c'est-à-dire de prouver qu'il n'avait pas conspiré, ajoutant qu'on ne pouvait le lui demander et que la preuve en incombait à ses accusateurs. Il terminait en disant qu'étant parvenu d'avance à de telles conclusions, il ne pouvait donc prendre part aux travaux de la commission.

Trois jours plus tard, ayant reçu une nouvelle lettre de John Dewey qui allait dans le même sens que celle de Novack, il enchaînait sur de nouveaux arguments, ou plutôt sur ses précédents arguments aménagés de façon nouvelle. Il commençait par assurer à son ami que Trotsky était un révolutionnaire trop expérimenté pour avoir conservé dans ses papiers la preuve éventuelle de sa culpabilité. Il ne voyait pas l'intérêt d'un voyage au Mexique pour prouver ce qui l'était déjà, et, allant plus loin, assurait que, même s'il était démontré que l'accusation mentait sur un point, en l'occurrence la rencontre avec Romm au Bois de Boulogne, cela ne signifierait pas pour autant qu'elle était mensongère sur tous les autres points et de façon générale<sup>1</sup>. Il rappelait ensuite qu'aveu n'est pas preuve, que Trotsky devait être présumé innocent tant qu'il n'était pas prouvé coupable, qu'il ne pouvait pour autant prouver son innocence à l'aide de ses propres papiers et qu'enfin seul un tribunal ayant pouvoir pour convoquer des témoins pourrait approcher de la vérité. Il concluait en « *vieil étudiant de l'histoire humaine* », qui se refusait à encourager les gens à croire que l'opposition entre Staline et Trotsky pouvait être réglée par un organisme privé ou à l'aide de papiers : « *dans cette vallée de larmes, il y a seulement des choses qu'on ne peut pas régler et il me semble juste de l'admettre* ».

Quatre jours après cette seconde lettre, il s'adressait cette fois au dirigeant du parti socialiste Norman Thomas qui l'avait à son tour sollicité — de manière plus concise et avec peut-être un soupçon d'irritation. Il mentionnait cette fois les « *centaines de pages* », pour et contre, qu'il aurait lues, et reprenait l'argument sur l'impossibilité de prouver le négatif. Il ajoutait l'argument nouveau selon lequel la commission ne pourrait avoir l'autorité suffisante puisque le gouvernement russe refuserait de collaborer à son enquête, rappelait que les protagonistes des deux camps avaient écrit contre lui dans le passé, les uns et les autres, des choses désagréables et réaffirmait qu'il n'avait aucune illusion sur la possibilité qu'il avait de faire quoi que ce soit, du fait de sa position sur l'affaire, qui puisse satisfaire l'un ou l'autre des camps en présence.

---

<sup>1</sup> Devant le tribunal de Moscou, le témoin Romm avait assuré avoir rencontré Trotsky au Bois de Boulogne en 1933, en juillet. Or Trotsky avait fourni toutes les preuves possibles qu'il n'avait pu se rendre à Paris pendant cette période où il était non seulement alité mais sous contrôle policier.

Au même moment, les gens du comité s'étaient adressés à l'autre historien éminent de l'époque, son ami Carl Becker<sup>2</sup>, et ce dernier avait refusé, arguant de son état de santé et de la nécessité de conserver son temps pour son travail d'historien. Relancé par Felix Morrow qui lui adressait copie de la lettre de Beard du 23 mars, Becker répondait alors qu'il souscrivait entièrement aux raisons données par son ami, ajoutant que, dans le cas où Trotsky n'avait pas été engagé dans la conspiration, il devrait plutôt, du fait de son hostilité bien connue à l'égard de Staline, expliquer les raisons pour lesquelles il n'avait pas conspiré !

Les militants du comité n'insistèrent pas. Felix Morrow remercia Beard d'avoir eu la courtoisie d'expliquer sa position et souhaita de le voir publier une analyse des procès reproduisant les importantes conclusions qu'il n'avait pas rendues publiques, ajoutant cette importante remarque de fond :

*« Votre remarque qu'il est « impossible de prouver le négatif dans une telle affaire » est bien considérée comme une règle fondamentale et elle a été en fait utile pour éclairer nombre d'entre nous sur les limites objectives dans la preuve de ce qui est négatif par des preuves positives. Il se trouve cependant qu'il est exact que Trotsky a constamment été sous garde et surveillance policière depuis son expulsion de Russie ; c'était surtout vrai en France et en Norvège. En outre, Trotsky pose cette question : « Je suis prêt à prouver que j'ai écrit des dizaines de livres, une quantité de brochures, des centaines d'articles et des milliers de lettres qui exigent pratiquement tout mon temps et que tout cela incarne un système d'idées cohérent tout à l'opposé de celui sur lequel reposent les prétendues lettres et réunions conspiratives (sic) sur lesquelles sont fondés les procès. Est-il logiquement concevable que j'aie pratiquement consacré tout mon temps à dissimuler une petite partie du reste de mon temps ? Est-il psychologiquement possible que j'ai pu dépenser autant d'efforts gigantesques alors qu'en réalité j'étais persuadé du contraire ? »*

Ces remarques faites, Morrow n'insiste pas. On trouve la clé de son attitude dans une lettre qu'il adresse en avril à Bernard Wolfe et Herbert Solow qui sont déjà à Coyoacan, et où il écrit :

*« Beard refuse de parler avec nous. Sa deuxième lettre (à Dewey qui lui a réécrit après sa première lettre) indique que nous ne le gagnerons ni maintenant ni jamais. Il y a dans cette seconde lettre une phrase qui dit que la presse capitaliste imprime avec empressement tout ce que Trotsky lui offre, parce que la presse capitaliste veut discréditer la Russie soviétique — c'est révélateur et aussi un avertissement pour nous de ne pas insister ».*<sup>3</sup>

Il reste que Trotsky a pris suffisamment au sérieux le refus de l'historien pour consacrer à sa lettre du 19 mars plusieurs minutes de sa grande intervention du 17 avril devant la commission d'enquête à Coyoacán. Tout en prenant note de l'appréciation impitoyable portée par Beard sur la justice soviétique, il souligne à quel point les arguments avancés sont insuffisants pour justifier le refus de participer à la commission, mais aussi combien le jugement du savant est catégorique à l'excès en ce qui concerne l'impossibilité de « prouver le négatif ». Il rappelle notamment, sans allusion superflue à la nature juridique de certains arguments de Beard, qu'une « preuve positive d'un fait négatif s'appelle en termes de droit un alibi » et précise que « l'absence de preuves annule l'accusation et devient accablante pour les accusateurs »<sup>4</sup>.

Charles A. Beard et Carl Becker ne semblent pas être revenus ultérieurement sur leur position de 1937, ni même avoir donné publiquement l'opinion de « spécialistes » qu'ils avaient confiée par lettre à ceux

---

<sup>2</sup> Carl L. Becker (1873-1945) avait été professeur d'histoire à Cornell University depuis 1917. Il s'était rendu célèbre par son remarquable travail, *The Declaration of Independence*, publié en 1922. Cité par H. Kirker & Burleigh T. Wilkins, « *Beard, Becker and the Trotsky Inquiry* », *American Quarterly* XIII (Hiver 1961), p. 521.

<sup>3</sup> Houghton Library, bMSRus 13-1, pièce 6898.

<sup>4</sup> Trotsky, *Œuvres*, 13, pp. 145-148.

qui les avaient sollicités. C'est regrettable mais ne relève peut-être pas du hasard, car nous n'avons non plus d'eux aucun commentaire sur le résultat des travaux de la commission et son verdict « *Non Coupable* ».

Harold Kirker et Burley Taylor Wilkins, qui ont abordé cette question en 1961, se sont interrogés sur les conséquences de la dérobade de ces deux éminents spécialistes du travail historique. Ils écrivent :

« *L'historien peut seulement se demander si la présence de l'un ou de ces deux hommes au Mexique ou dans la commission de New York aurait modifié les façons de travailler ou les conclusions de la commission* ». <sup>5</sup>

La réponse est évidemment négative, John Dewey et Suzanne LaFollette ayant apporté à l'examen et au traitement des documents et des témoignages tout le soin qu'on aurait pu attendre d'un historien professionnel. C'est aussi ce que pensent Kirker et Wilkins, dont la réponse est « *peut-être que non* » mais qui ajoutent cette conclusion que nous signons : « *Ils auraient certainement rehaussé considérablement la réputation de la commission* » <sup>6</sup>

Et c'est là que se situe le véritable problème, esquivé par nos excellents collègues. Relisant aujourd'hui l'admirable rapport de la commission Dewey sur la falsification de l'histoire par les procureurs et les policiers de Staline, relisant sa déclaration d'innocence pour Trotsky et Sedov, morts de la façon qu'on sait moins de trois années après, on ne peut qu'éprouver un sentiment d'indignation pour des hommes, aussi éminents soient-ils, qui ont invoqué « *leur travail* » et tant de mauvaises raisons pour éviter de se compromettre avec une cause qu'ils savaient juste, mais qu'ils croyaient perdue, en adorateurs du fait accompli qu'ils étaient peut-être, ou, tout au moins, en historiens plus soucieux de questions « *académiques* » que de problèmes relevant de la rue ou de la vie.

C'est avec un véritable chagrin que l'on prend conscience que des hommes dont les qualités d'esprit, l'honnêteté intellectuelle — oui — et le dévouement au travail ont permis d'ouvrir à leurs contemporains la perspective d'une meilleure compréhension de leur passé comme de leur avenir, se soient révélés aussi médiocres au moment où ils auraient dû savoir, comme John Dewey, prendre leur temps pour une bonne cause et justifier leur combat d'historien par un combat dans le présent pour l'avenir. Ce n'est pourtant pas en eux qu'il faut chercher la clé de leur comportement mais dans la campagne forcenée menée au cours des semaines précédentes par les staliniens américains et leurs agents en milieu littéraire, contre le comité et ses membres, contre Trotsky, contre Dewey, contre le droit d'exprimer et de critiquer l'Union soviétique et son chef « *génial* ». La malheureuse phrase de Charles Beard sur l'empressement de la presse capitaliste à imprimer Trotsky porte la marque de sa fabrique. C'est sans surprise que nous retrouverons, sous la plume des « *compagnons de route* » soucieux de discréditer la commission Dewey et son travail l'argument formulé par Beard selon lequel, à partir du moment où la commission ne pouvait interroger le gouvernement soviétique, elle ne pouvait arriver à des conclusions valables. Peut-être des hommes de l'intégrité et de la valeur scientifique et morale de Beard et de Becker devraient-ils bénéficier d'une protection spéciale contre les faussaires de l'actualité ? Les hommes dont le regard est fixé avec tant d'attention scrupuleuse sur le passé ne sont-ils pas trop souvent des proies faciles pour ces derniers ?

L'unique conclusion que je me sente, en tout cas, en droit de formuler est celle-ci : alors que le philosophe et psychologue John Dewey gardera, pour l'histoire de l'humanité, pendant tous les siècles où elle continuera d'en avoir une, le mérite d'avoir oublié son âge, son travail, les livres à écrire, pour se dévouer à une cause qui n'était ni la sienne ni celle de Trotsky, mais tout simplement la vérité, le nom de Charles Beard et celui de Carl Becker, historiens, seront très injustement oubliés comme le

---

<sup>5</sup> Kirker & B.T. Wilkins, loc. at., p. 523.

<sup>6</sup> Ibidem

démontrent des polémiques récentes qui justifieraient normalement que l'on soulignât leurs mérites dans des questions pas encore closes...

C'est qu'il est des causes apparemment perdues qui honorent à jamais ceux qui s'en sont faits les champions. En revanche, il est des dérobades qui jetteront dans l'oubli non seulement les fuyards ou les simples prudents, mais les savants trop candides. C'était une vérité bonne à rappeler dans un temps où il faut savoir encore combattre des procès infâmes.

*Lettres de Charles A. Beard  
New Milford, Conn, Sep. 26*

Cher M. Novack,

Vous devrez me pardonner de décliner d'accéder à votre requête. Je suis quotidiennement bombardé de télégrammes et de lettres me demandant de signer ceci et cela. Par simple auto-défense — pour avoir un peu de temps pour étudier — je suis obligé de m'en tenir à une règle simple : ne pas signer pour des comités (car ils peuvent tout faire) et m'en tenir aux questions dont j'ai une connaissance personnelle.

Vôtre sincèrement,

Charles A. Beard

*Washington D.C., Mars 19, 1937*

Cher M. Novack,

L'invitation à faire partie de la commission chargée d'étudier les accusations contre M. Trotsky est un hommage à mon sens du « *fair play* » que j'apprécie, même s'il est possible que je ne le mérite pas. Après une étude attentive de nombreux documents sur cette affaire, y compris le compte rendu officiel du dernier procès de Moscou, je suis parvenu à certaines conclusions qui m'interdisent d'accepter l'invitation transmise au nom de votre comité. Je dois vous les exposer brièvement.

En premier lieu, les accusations contre M. Trotsky reposent sur les aveux faits au tribunal. Pour avoir longuement étudié les problèmes historiques, je sais que les aveux, même quand ils sont faits volontairement, ne constituent pas une preuve positive. Des personnes accusées ont avoué avoir eu des communications personnelles avec le diable, avoir chevauché des balais dans le ciel, avoir fait de la sorcellerie, de la magie, et provoqué morts et destructions en recourant aux esprits du mal. Un aveu qui n'est pas soutenu par une preuve n'est pas une preuve surmontant les limites du doute raisonnable. Autant que j'aie pu m'en assurer, les aveux faits devant le tribunal russe n'étaient soutenus par nulle preuve les corroborant et que nous aurions pu connaître. Je ne considère par conséquent pas que les accusations selon lesquelles M. Trotsky est entré dans une conspiration contre le gouvernement russe comme prouvées au-delà du doute raisonnable.

En second lieu, j'applique à M. Trotsky la règle appliquée dans la jurisprudence américaine, à savoir qu'il doit être présumé innocent de ce dont on l'accuse jusqu'à ce que les accusations soient prouvées au-delà du doute raisonnable. Il peut évidemment être atteint par ces accusations, mais il a le droit d'être présumé innocent de ces accusations jusqu'à ce qu'aient été produit des preuves les corroborant.

En troisième lieu, il est presque, pour ne pas dire entièrement, impossible de prouver le négatif dans de telles affaires, à savoir qu'il n'est pas entré dans des rapports de conspiration dont on l'accuse. Naturellement, en vieux révolutionnaire, expérimenté dans l'art, il ne conserverait pas de compte rendu accusateur de ses conspirations, s'il s'y engageait. En outre, personne au monde ne pourrait prouver

qu'il n'est pas engagé dans une conspiration, à moins d'avoir un garde à tout instant auprès de lui à l'époque couverte par l'accusation. A mon avis, ce n'est pas à M. Trotsky qu'il appartient de faire l'impossible, c'est-à-dire de prouver le négatif par des preuves positives. Cela incombe à ses accusateurs qui doivent produire plus que des aveux des preuves corroborant des actes spécifiques et ouverts.

Etant arrivé à ces conclusions avant votre invitation et les croyant saines, je suis donc dans l'impossibilité de prendre part à une enquête comme le suggère votre comité.

Vôtre sincèrement  
*Charles A. Beard*

*New Milford, Conn Mars 22, 1937*

Cher John,

Vos lettres viennent juste de m'arriver ici et je les ai relues plusieurs fois et j'ai tourné toute cette affaire dans ma tête de nouveau. Cette dernière opération combinée à l'étude que j'ai faite d'autres matériaux, pour et contre, me laisse juste là où j'en étais. Si Trotsky est coupable, en révolutionnaire expérimenté, il ne garderait pas de comptes rendus accusateurs dans ses dossiers qui seraient examinés par une commission d'enquête. D'un autre côté, s'il n'est pas coupable, il ne peut certainement pas le démontrer par l'absence de comptes rendus — c'est-à-dire, prouver son innocence. Il n'est pas besoin d'aller voir Trotsky pour savoir que la commission d'enquête devra rapporter qu'il n'y a « *pas de preuve* » de sa culpabilité dans les papiers de Trotsky. Bien, ce serait saisi par ses partisans ignorants comme une preuve qu'il n'est pas coupable et les encouragerait à déclarer que son innocence est prouvée. Je ne peux pas être partie prenante dans une entreprise qui ne peut avoir qu'une seule issue, laquelle est bien connue d'avance. Même s'il pouvait prouver la fausseté de l'accusation selon laquelle il a rencontré Romm à Paris, ce ne serait qu'un détail, bien que preuve présomptive contre l'accusation générale. Cela ne réglerait pas la question.

Voici comment je juge tout cela en moi-même: un aveu n'est pas une preuve; Trotsky est innocent jusqu'à ce qu'il soit prouvé coupable; Quels que soient les papiers qu'il puisse avoir, il ne peut prouver son innocence en montrant quoi que ce soit, Seul un tribunal avec le pouvoir de convoquer les adversaires et de les obliger à donner leur témoignage pourrait mener quelque part près de la vérité. Mon idée est, que les gens discutent avec ce qu'ils ont sur le cœur, qu'ils scrutent toute preuve mise en lumière, que Trotsky publie tout ce qu'il pense pouvoir le blanchir de ces accusations, puisque la presse capitaliste désire avoir tout ce qui discréditera la Russie soviétique. Et alors que les gens qui sont capables de lire, de soupeser les preuves, de conserver un peu de calme dans la recherche de la vérité atteignent les conclusions qui semblent correspondre aux preuves.

En tant que vieil étudiant de l'histoire humaine, y compris des procès célèbres, je sais combien il est difficile d'approcher de la vérité sur des controverses aussi violentes ; et je n'ai pas l'intention d'encourager des gens à penser que cette affaire Staline contre Trotsky peut être réglée par un organisme privé quelconque ou par un quelconque des papiers que nous montrerait l'un des protagonistes. Dans cette vallée de larmes, il n'y a seulement des choses qu'on ne peut pas régler et il me semble correct et juste de l'admettre. Si cela divise les libéraux, alors c'est bien dommage. S'il faut les unir sur une hypothèse fautive, je ne vois pas ce qui peut sortir de bien de cette illusion.

Au moins, mon cher John, c'est ce qu'il me semble.  
Sincèrement vôtre,  
*Charles Beard*

*New Milford, Conn., Mars 27*

Cher M. Thomas,

Merci beaucoup pour votre aimable lettre. Je suis d'accord avec vous que cette controverse est affligeante mais, après avoir étudié des centaines de pages de « *littérature* » pour et contre, je suis arrivé à la conclusion que rien de ce que peut faire une commission ne l'apaiserait. Ni Trotsky ni aucun autre ne peut prouver ce qui est négatif. Trotsky ne va sûrement pas donner à la commission des lettres et des papiers qui l'incriminent s'il est coupable, et, s'il est innocent, il ne pourra guère trouver de preuve qu'il n'a pas écrit de lettres à des « *conspirateurs* » en Russie. Aucune commission ne pourrait arriver à quelque chose comme un véritable verdict sans entendre les deux côtés, et le gouvernement soviétique ne se soumettra pas à une enquête là-bas. On ne peut arriver maintenant à aucun « *véritable verdict* ». Un verdict négatif ou mitigé ne ferait que contribuer à enrager un camp ou l'autre. Si Trotsky a des éléments valables contre, qu'il les publie. A coup sûr, la presse lui est ouverte. Bien que des représentants des deux camps qui sont venus me voir sont maintenant tout sucre et tout miel, ils ont écrit sur moi dans le passé des choses très désagréables et ils le feront encore, quoi que je fasse. Aussi je ne vois nul moyen d'apaiser la virulence de ce conflit. Il devra s'épuiser de lui-même. Je n'ai en tout cas pas l'illusion de pouvoir faire quoi que ce soit qui satisfasse les uns ou les autres.

Sincèrement vôtre,

*Charles A. Beard*

*Lettres de Carl L. Becker  
Ithaca NY, mars 25, 1937*

Cher M. Novack,

Je regrette de dire qu'il ne sera pas possible pour moi de travailler dans la commission. L'année dernière, j'ai été pendant quatre mois à l'hôpital, aller et retour, et au moment où je suis apparemment en bonne santé, je trouve nécessaire de conserver mon énergie pour la routine ordinaire et les arriérés du travail pour lequel je me suis déjà engagé. J'apprécie beaucoup le désir de M. Dewey que je participe et j'espère que vous lui transmettez mes regrets et les raisons qui me rendent impossible d'accepter votre invitation.

Sincèrement vôtre,

Carl Becker

*Ithaca NY, avril 16, 1937 Cher M. Morrow,*

Il existait de bonnes raisons de nature personnelles, ainsi que je l'ai indiqué dans ma réponse à M. Novack pour lesquelles je ne pouvais participer à la commission. Mais, indépendamment de ces raisons, je ne serais pas disposé à y participer. Mes raisons seraient en gros les mêmes que celles données par Charles Beard.

J'aimerais ajouter qu'il y a un point que je n'ai pas vu mentionné mais qui me semble mériter attention. Contre quoi, après tout, Trotsky doit-il être « *défendu* » ? Il est devenu un personnage mondial dramatique — le chef de ceux qui croient que la cause sacrée du Communisme a été « *trahie* » par Staline et la politique soviétique actuelle. Dans ses discours et ses écrits, il a dénoncé le régime actuel en Russie comme l'obstacle principal au progrès du véritable Communisme. Du point de vue de sa propre philosophie et de son propre prestige, il semblerait qu'il soit de son devoir de pousser tout effort pour

renverser Staline et établir le vrai communisme en Russie. Si Trotsky n'a pas, comme il l'affirme, été impliqué dans la prétendue « *conspiration* » pour atteindre ce but, la question qui s'impose semble être : « *Pourquoi non ?* » Aucun doute qu'il y ait de bonnes raisons. Je peux en imaginer deux. Mais, du point de vue de Trotsky, je penserais que ces raisons, quelles qu'elles soient, lui donneraient l'unique « *défense* » dont il pourrait éprouver le besoin.

Sincèrement vôtre,

*Carl Becker*